

RAPPORT SUR L'ÉPREUVE ORALE D'ESPAGNOL

Ecoles concernées : ENS (Paris)- ENS de Lyon- ENS Paris-Saclay- ENPC/Mines

Coefficient (en pourcentage du total d'admission) :

ENS Paris-Saclay : 4,6%

ENS Lyon : 3,3%

ENS (Paris) : 2,8%

ENPC/Mines : 3,8%

MEMBRES DU JURY : Ignacio MUÑOZ BIELSA

Dans l'épreuve orale les candidats reçoivent un texte à commenter tiré de l'actualité espagnole et latino-américaine. Cette année trois documents ont été proposés aux candidats le 4 juin et le 8 juin 2024 :

- "El 'lawfare' existe, hablemos de él", publié dans elpais.es, le 12 décembre 2023.
- "El presidente de Ecuador dice que no se arrepiente del asalto a la embajada de México", publié dans lavanguardia.com, le 16 avril 2024.
- "El riesgo de la victoria de Bukele", publié dans latimes.com, le 13 février 2024.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'épreuve consiste en une présentation orale et un échange à partir d'un document écrit. La durée de l'épreuve est de 30 minutes pour la préparation et de 30 minutes pour la présentation orale et l'échange avec le jury.

Dans un premier temps, les candidats doivent présenter un compte rendu qui permettra au jury de vérifier l'étendue de leur compréhension écrite. Il est important de présenter brièvement la thématique principale du document proposé ; il est inutile de mentionner la source, l'auteur et la date de publication. Ensuite, les candidats résument l'article de manière précise et structurée, en insistant sur les points saillants. Ensuite, à partir d'une problématique, ils développent un commentaire argumenté sur la base de la thématique du texte proposé.

Au moment de l'échange avec le jury, les candidats sont questionnés sur les points principaux de leurs exposés. D'une façon générale, le but de l'épreuve est de vérifier le niveau d'espagnol des candidats. Néanmoins, le jury cherche aussi à connaître leur capacité d'analyse, la maîtrise d'une méthodologie adaptée, et la richesse et la pertinence des arguments qu'ils avancent.

En ce qui concerne les connaissances de culture générale, l'épreuve ne cherche pas à valider une maîtrise encyclopédique de la culture hispano-américaine, mais à vérifier la capacité des candidats à utiliser leurs connaissances de façon logique et juste. Il est conseillé d'être attentif aux questions posées par le jury, dans le but d'inciter les candidats à préciser leur pensée et à complexifier leur niveau de langue. L'aptitude à communiquer et la fluidité du discours sont aussi des aspects fondamentaux à ne pas négliger.

Rappelons enfin que dans le cadre de la préparation à ce type de concours, une lecture régulière de la presse hispanique et le suivi de l'actualité dans les principaux pays de langue espagnole permettent de compléter les apprentissages en classes préparatoires.

RAPPORT SUR L'ÉPREUVE ORALE D'ESPAGNOL

SESSION 2024

Le niveau des candidats de cette année a été très élevé, au grand plaisir du jury. Non seulement ils avaient une grande maîtrise de la langue espagnole, mais ils ont aussi fait preuve d'une très bonne méthodologie. Cela justifie une note moyenne de 16,2 et des notes comprises entre 13 et 20. Il est évident qu'il y a eu plusieurs candidats bilingues, ce qui permet d'affirmer que plus les candidats maîtrisent la langue, moins ils auront de difficultés à développer un commentaire riche et structuré, et à échanger avec le jury avec aisance et profondeur.

Les motifs pour lesquels certains candidats ont perdu des points sont divers. Il y a principalement trois raisons à prendre en compte:

- Problèmes de compréhension du document : le candidat propose un compte rendu incomplet et lacunaire, et la problématique énoncée s'éloigne du thème principal du document.
- Problèmes de méthodologie : le candidat ne répond pas à la problématique présentée. À force de vouloir étaler toutes ses connaissances, il s'éloigne à tort du plan de départ.
- Manque d'écoute : le travail du jury consiste à élucider le fond de la pensée du candidat, afin de savoir si ses arguments relèvent du bon sens ou s'ils sont erronés ou mal orientés. Il est conseillé d'écouter les questions du jury, qui parfois cherche à donner aux candidats stressés l'opportunité de préciser leurs idées et de complexifier leur niveau de langue.

Il est bon de signaler les éléments qui ont permis de différencier les bons candidats des candidats excellents. Parmi ces éléments, le jury a pu constater notamment la présence de certaines erreurs telles que :

- Accord de genre et/ou nombre : "*el pueblo pueden*".
- Gallicismes : "*evolúa*", "*conflictuosa*", "*exprimar*", "*un otro*".
- Utilisation erronée du conditionnel.
- Manque de prise de risques : espagnol sans utilisation du passé simple ou des formes du subjonctif, vocabulaire simple, manque de maîtrise des connecteurs et des pronoms.
- Erreurs dans la différenciation de "*pero*" et "*sino*".

Malgré ces erreurs, la plupart des candidats ont bien compris les documents. Il faut mettre en valeur la fluidité du discours et la capacité de communication.

Le jury tient à mettre en avant la clarté de la restitution de la part de certains candidats grâce à l'utilisation d'une méthodologie bien maîtrisée. Il est conseillé de continuer à travailler sur la compréhension écrite, afin de bien élucider le thème central des documents, condition essentielle pour éviter un résumé trop linéaire et pour bien entamer la présentation du contenu du texte.

Cette année, les candidats ont aussi fait preuve d'une bonne capacité à utiliser une panoplie assez large de structures complexes. On attend d'eux la capacité à défendre une position, et l'exercice est conçu de manière à les obliger à utiliser la langue en situation d'argumentation.

Les candidats ont fait preuve de bonnes capacités de communication, et les aspects phonologiques fondamentaux (accent, ton, volume, débit) ont été très bien respectés. Les plus faibles devraient faire attention à ne pas parler trop vite (ce qui n'a rien à voir avec un débit haché), afin d'améliorer leur prononciation. À ce sujet, il est bon de signaler que la recherche d'un espagnol parfait provoque parfois

un débit si intermittent qu'il est plus pénalisant que les quelques erreurs sans importance que le candidat pourrait faire.

SUJET 1

El 'lawfare' existe, hablemos de él

(...) Se ha armado gran revuelo en España porque el PSOE y Junts hayan pactado un documento en el que se hace una referencia un tanto ambigua al concepto de *lawfare*. No sé si el PSOE ha hecho bien o no admitiendo que el *lawfare* existe, ni sé si era oportuno hacerlo en este momento. Pero el concepto hace tiempo que circula y se maneja para describir ciertas situaciones límite. En español contamos con varias monografías dedicadas al tema y en inglés hay una abundante literatura al respecto. La traducción más aproximada sería “guerra judicial”. Aunque en un principio se usó el término en contextos bélicos, como una estrategia alternativa o complementaria a la puramente militar, luego ha ido expandiéndose para referirse a estrategias jurídicas de destrucción o deslegitimación de fuerzas o figuras políticas, a menudo con la colaboración de medios de comunicación que amplifican el escándalo que se supone destruirá la reputación de la víctima.

El *lawfare* presupone una aplicación torcida del derecho. Esto no significa que se pase por encima de la ley, sino que se recurra a la misma de manera parcial, interpretando los preceptos legales de forma interesada, en ocasiones con excesiva literalidad o con una literalidad que no se emplea en todos los casos, y siempre con una intencionalidad política última. En principio, el poder judicial cuenta con mecanismos internos de revisión para corregir una aplicación indebida de la ley, pero hay ocasiones en que dichos mecanismos se bloquean si hay intereses políticos de por medio.

Aunque una parte mayoritaria de los jueces se niega a considerar siquiera como una posibilidad la existencia de casos de abuso judicial con motivaciones políticas, en una reacción típicamente corporativista, creo que sería conveniente abrir un debate amplio sobre *lawfare*, discriminación judicial o como queramos llamar al asunto. De hecho, debería haberse abierto hace unos años, cuando se hizo evidente la guerra judicial contra Podemos, en la que algunos fiscales y jueces se apoyaron en medios de comunicación y fuerzas de seguridad del Estado para lanzar todo tipo de acusaciones contra este grupo político mientras el resto de partidos y la mayoría de los medios miraban para otro lado o apoyaban con entusiasmo el papel salvador de los tribunales. Hubo informes trucados, acusaciones infundadas, dilaciones indebidas, titulares falsos y causas judiciales artificiales. No es casualidad que uno de los principales protagonistas de ese episodio de *lawfare* sea el mismo juez Manuel García-Castellón que, cuatro años después de los hechos, acusa ahora, de un modo estrafalario, a Carles Puigdemont y Marta Rovira de terrorismo, tratando de evitar que puedan beneficiarse de la ley de amnistía que previsiblemente se aprobará en los próximos meses.

Aparte del caso de Podemos, creo que a estas alturas hay base para afirmar que se ha producido también una persecución judicial a los líderes independentistas catalanes. Por supuesto que se han seguido todos los procedimientos para que el proceso penal no descarrilara, pero durante dicho proceso hubo una colusión entre fiscales y magistrados para establecer una acusación por rebelión que no tenía base y que sirvió para tomar las medidas preventivas más duras e interferir

gravemente en varios procesos electorales (autonómicos y europeos). Dichas acusaciones de rebelión fueron la base con la que se construyó la tesis del “golpe de Estado”, la tesis que más ha envilecido la política española en estos años. A mi juicio, el principio de autocontención de los jueces quedó hecho añicos. Magistrados y fiscales del Tribunal Supremo, mayoritariamente conservadores, con el apoyo explícito del Gobierno de Mariano Rajoy y de casi todos los medios de comunicación, se arrogaron una tarea que no les correspondía: dar escarmiento a los líderes independentistas para garantizar la unidad nacional y sanar el orgullo herido del nacionalismo español.

Resulta tramposo refugiarse en la división de poderes y la fragilidad del poder judicial para abortar un debate sobre *lawfare* que no deberíamos postergar más. Si en España hemos hablado largo y tendido sobre los abusos de los poderes representativos (legislativo y ejecutivo), ¿cómo no vamos a poder conversar sobre abuso judicial?

Ignacio Sánchez Cuenca, elpais.es, 12/12/2023

SUJET2

El presidente de Ecuador dice que no se arrepiente del asalto a la embajada de México

En sus primeras declaraciones tras el cuestionado asalto policial a la embajada de México en Quito, el presidente ecuatoriano, Daniel Noboa, se mostró convencido de haber actuado correctamente a pesar de la condena prácticamente unánime de la diplomacia internacional. “No me arrepiento”, aseguró Noboa en una entrevista al canal SBS de Australia emitida la noche del lunes y añadió que “fue una decisión muy difícil de tomar”.

El mandatario quiso ser conciliador con su homólogo mexicano, Andrés Manuel López Obrador, y dijo que intentará mantener un encuentro distendido con él. México rompió relaciones diplomáticas con Ecuador tras el incidente. Noboa reiteró los argumentos que su gobierno ya esgrimió para justificar el violento ingreso de la policía, la noche del 5 de abril, en la legación diplomática mexicana para detener al exvicepresidente ecuatoriano, Jorge Glas, refugiado en la embajada desde diciembre pasado y a quien ese mismo día México había concedido oficialmente asilo político. "Es primero una violación del gobierno mexicano, a la que luego le sigue otra violación, pero teníamos que actuar, teníamos que tomar una decisión, porque había un plan (de Glas) para escapar del que estábamos al tanto", afirmó Noboa.

A pesar de que la Convención de Viena consagra la “inviolabilidad” de las sedes diplomáticas, Ecuador se aferra al artículo 3 de la convención de Asilo de la Organización de Estados Americanos (OEA), que señala que “no es lícito conceder asilo a personas que al tiempo de solicitarlo se encuentren inculpadas o procesadas en forma ante tribunales ordinarios competentes y por delitos comunes, o estén condenadas por tales delitos y por dichos tribunales”. En este sentido, Noboa condenó “el hecho de que algunos Gobiernos usen sus embajadas bajo la fachada de un refugio político que en realidad es impunidad, es salvar a los criminales de sus sentencias”. El mandatario añadió que “en este caso Jorge Glas tenía una sentencia y tenía que estar en la cárcel”.

Noboa se mostró conciliador con López Obrador y dijo estar dispuesto a invitar al presidente mexicano “a comer un ceviche y, probablemente, también podemos comer unos tacos y hablar, cuando él esté listo”. El mandatario afirmó que Ecuador “está feliz con esta decisión” y cree que con su orden de ingresar en la legación diplomática evitó que Glas escapara “usando vehículos de la Embajada y aviones del gobierno mexicano”.

Jorge Glas fue vicepresidente de Ecuador entre el 2013 y principios del 2018, y fue detenido y encarcelado a finales del 2017, cuando aún estaba en el cargo. Pasó casi cinco años en prisión, de

los ocho años que debía cumplir por varios delitos de corrupción y recobró la libertad provisional a finales del 2022 en una controvertida decisión judicial. No obstante, sobre Glas pesaba una nueva orden de detención por su imputación por un delito de malversación de fondos públicos destinados a la reconstrucción del terremoto del 2016.

Próximo al expresidente progresista Rafael Correa (2007-2017) –condenado por la justicia ecuatoriana y exiliado en Bélgica-, Glas se considera un perseguido político, víctima de lawfare.

Durante los últimos días han proliferado, fuera de Ecuador, las expresiones de apoyo a Glas y las peticiones de que sea excarcelado y entregado a México como asilado político. El último en hacerlo fue el presidente venezolano, Nicolás Maduro, que ayer anunció que este martes pedirá en la reunión virtual de líderes de la Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños (Celac) que a Glas “se le otorgue el asilo político y regrese a México para recuperarse físicamente”.

Tras ser sacado por la fuerza de la embajada mexicana en Quito, Glas fue trasladado a una cárcel de máxima seguridad pero tres días después tuvo que ser ingresado en un hospital por un supuesto intento de suicidio. (...)

Por otra parte, un diputado mexicano, Gerardo Fernández Noroña, presentó este lunes una denuncia contra Noboa ante la Fiscalía General de la República de México en la que pide la detención y extradición del presidente ecuatoriano por el "secuestro" de Glas y por el asalto de la legación de México en Quito, que también conllevó la agresión a sus diplomáticos.

Robert Mur, lavanguardia.com, 16/04/2024

SUJET 3

El riesgo de la victoria de Bukele

La aplastante victoria electoral del popular presidente salvadoreño Nayib Bukele en las elecciones del domingo 4 de febrero parece confirmar una tendencia mundial hacia el ascenso de los líderes populistas autoritarios. Bukele anunció en la noche de las elecciones que ganó por más del 85% de los votos y que tendrá unos 58 de los 60 escaños en el Congreso. Eso le dará poderes casi absolutos durante un segundo mandato de cinco años. La Constitución salvadoreña prohíbe dos mandatos consecutivos, pero Bukele cambió las reglas de juego para poder postularse para la reelección. Las encuestas preelectorales mostraban que tiene una popularidad del 90%, más que cualquier otro presidente latinoamericano, gracias a su eficaz lucha contra las pandillas que solían aterrorizar a su país. La noche de su victoria electoral, Bukele se ufano de que es “la primera vez que en un país existe un partido único en un sistema plenamente democrático. Toda la oposición junta quedó pulverizada.” Pero la gran pregunta es si puede haber una democracia sin oposición. En un número cada vez mayor de países, los votantes no parecen perder el sueño por este interrogante.

Los autócratas electos han ganado o están a punto de ganar elecciones medianamente libres en India, Turquía y varios otros países, a pesar de sus abusos de poder. En México, el presidente Andrés Manuel López Obrador presentó el 5 de febrero un proyecto de reforma constitucional que podría debilitar los controles al gobierno. En Estados Unidos, es probable que el expresidente Donald Trump sea nominado como candidato del Partido Republicano y no se puede descartar que gane las elecciones de noviembre, a pesar de su apoyo a la fallida insurrección del 6 de enero de 2021 que estuvo a punto de quebrar el orden democrático.

Una nueva y alarmante encuesta de Gallup muestra que sólo el 28% de los adultos estadounidenses están satisfechos con la forma en que funciona la democracia en el país, contra un 60% a mediados de los años 80. En América Latina, una encuesta de Latinobarómetro en 17 países encontró que sólo el 48% de los latinoamericanos está de acuerdo con la premisa de que “la democracia es preferible a cualquier otra forma de gobierno,” contra un 63% en 2010. Las altas tasas de criminalidad, la corrupción y el estancamiento económico han hecho aumentar el apoyo a candidatos mesiánicos. En El Salvador, Bukele es sumamente popular por haber construido megaprisiones y poner tras las rejas a más de 75,000 presuntos pandilleros. Aunque las tasas de delitos violentos ya venían bajando desde 2015, se han desplomado desde que Bukele asumió el poder en 2019. El Salvador ha pasado de ser de uno de los países más violentos a uno de los más pacíficos de América Latina. El problema es que esto podría ser un fenómeno pasajero. Según sus críticos, Bukele ha hecho un pacto con líderes de las pandillas para reducir la violencia, pero los capos del crimen organizado siguen activos. Por otro lado, muchos de quienes están en las megacárceles de Bukele fueron arrestados sin debido proceso bajo un estado de excepción impuesto por el gobierno a principios de 2022.

Muchos jóvenes salvadoreños fueron arrestados por la policía solo por tener tatuajes, sin evidencia de que pertenecían a alguna banda de pandilleros. Las fuerzas de seguridad de El Salvador han cometido “violaciones generalizadas de los derechos humanos, incluidas detenciones arbitrarias, desapariciones forzadas y torturas,” dice el grupo de defensa de los derechos humanos Human Rights Watch. Y las megaprisiones de Bukele pueden convertirse en campos de entrenamiento para nuevas y más poderosas generaciones de narcotraficantes, dicen los expertos en seguridad.

Bukele se ha convertido ahora en un héroe para muchos latinoamericanos que están hartos de la delincuencia en sus países. Pero el hecho de que el presidente salvadoreño gobierne a su antojo, sin controles, debería hacer disparar las alarmas. América Latina ha dado sobrados ejemplos de que el poder corrompe, y el poder absoluto corrompe absolutamente. Las dictaduras suelen terminar mal. Si Bukele sigue acumulando poderes absolutos, eliminando todo tipo de controles y jactándose de haber “pulverizado” a la oposición, no creo que su gobierno vaya a ser una excepción a la regla.

Andrés Oppenheimer, latimes.com, 13/02/2024